

Travaux de construction du groupe scolaire Fanfonne Guillierme à Baillargues

## Marché public de Travaux

**LOTS N°1 à 4, LOT N°6, LOT N°8, LOT N°12 et LOT N°13**

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des plis :

**13 JUIN 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
2.1	MAITRISE D'OUVRAGE .....	4
2.2	ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE .....	4
2.3	MAITRISE D'ŒUVRE .....	4
2.4	CONTROLE TECHNIQUE ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER .....	5
2.5	CONTROLE TECHNIQUE.....	5
2.6	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS .....	5
<b>3</b>	<b>MODE DE PASSATION .....</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>TYPE ET FORME DE CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>DUREE DU MARCHE OU DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>ALLOTISSEMENT ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
<b>7</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
7.1	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
7.2	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT.....	6
7.3	SOUS-TRAITANCE .....	7
7.4	OPTIONS.....	7
7.4.1	<i>Reconduction .....</i>	<i>7</i>
7.4.2	<i>Travaux similaires.....</i>	<i>7</i>
7.5	VARIANTES.....	7
7.6	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	8
7.7	VISITE DE SITE .....	8
7.8	COMPLEMENTS A APPORTER AUX PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	8
7.9	CONFIDENTIALITE .....	8
<b>8</b>	<b>DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>	<b>8</b>
8.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	8
8.2	MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	9
<b>9</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
9.1	MONNAIE .....	9
9.2	LANGUE.....	9
9.3	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	9
9.3.1	<i>Dossier de candidature .....</i>	<i>9</i>
9.3.2	<i>Dossier d'offre.....</i>	<i>11</i>
<b>10</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>12</b>
10.1	TRANSMISSION ELECTRONIQUE.....	12
10.2	TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	13
<b>11</b>	<b>EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>13</b>
11.1	SELECTION DES CANDIDATURES.....	13
11.1.1	<i>Condition relative à la situation juridique des candidats au regard des conditions légales d'exclusion de la participation aux marchés publics .....</i>	<i>13</i>
11.1.2	<i>Condition relative à la capacité économique et financière des candidats .....</i>	<i>13</i>
11.1.3	<i>Niveaux minimums de capacité technique requis .....</i>	<i>13</i>
11.1.4	<i>Candidats dont les offres pourront être examinés .....</i>	<i>13</i>
11.2	JUGEMENT DES OFFRES .....	14

11.2.1	Recevabilité des offres.....	14
11.2.2	Jugement des offres.....	14
11.3	ERREUR SUR LES PRIX .....	15
11.4	DECLARATION SANS SUITE.....	15
<b>12</b>	<b>PRODUCTION DES PIECES PAR LES CANDIDATS AUXQUELS IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LES DIFFERENTS LOTS DU MARCHE .....</b>	<b>15</b>
<b>13</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>16</b>
13.1	RENSEIGNEMENTS .....	16
13.2	OBLIGATIONS DE VIGILANCE .....	16
13.3	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	16
<b>14</b>	<b>DELAIS ET VOIES DE RECOURS .....</b>	<b>16</b>

## 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

---

La présente consultation a pour objet la passation des lots susvisés du marché de travaux ayant pour objet la construction du groupe scolaire Fanfonne Guillerme à Baillargues.

### Contexte

L'opération objet du présent marché a pour objectif la construction d'un nouveau groupe scolaire de 1er et 2ème cycle de 10 classes avec service de restauration scolaire et accueil périscolaire, pour une surface plancher de 2 132 m². Les équipements envisagés seront édifiés sur la parcelle AW 309 dans le quartier Georges BIZET de Baillargues.

L'équipement sera exemplaire en termes d'efficacité énergétique. Il assurera un confort d'usage notamment thermique offrant de bonnes conditions d'apprentissage. Les contraintes d'exploitation maintenance seront anticipées.

L'opération s'inscrit dans une démarche en lien avec le référentiel BDO. Le maître d'ouvrage vise l'atteinte du niveau Bronze, sans certification.

En termes de délais, l'objectif impératif du Maître d'Ouvrage est celui d'une ouverture de l'établissement pour la rentrée scolaire de septembre 2027/2028.

### Lieu(x) d'exécution

Le terrain se situe Rue de la Bohème - 34670 BAILLARGUES

## 2 INTERVENANTS

---

### 2.1 Maîtrise d'Ouvrage

---

Maître d'ouvrage de l'opération :

**Mairie de Baillargues**  
**Représentée par Monsieur le Maire**  
Place du 14 Juillet, 34670 Baillargues

### 2.2 Assistant Maitrise d'Ouvrage

---

L'assistant Maitrise d'ouvrage est porté par :

**Setec Organisation**  
40 Bd de Dunkerque, 13002 Marseille

### 2.3 Maîtrise d'Œuvre

---

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

**AMG Architectes (mandataire, architecte) / BETEM (cotraitant, BET structure et fluides) / NAMIXIS (cotraitant, BET SSI) / INGEOR (cotraitant, cuisiniste) / ART PAYSAGISTES (cotraitant, paysagiste) / GREEN BUILDING (cotraitant, BET environnemental et thermique) / BET PIALOT ESCANDE (cotraitant, acousticien)**

Interlocuteur :

Monsieur Marc Galligani, Architecte  
AMG Architectes  
10 Rue Henri Guinier  
34000 Montpellier  
Tél : 04 67 58 68 86  
Email : galligani@amg-architectes.com

Les missions de Maîtrise d'Œuvre confiées par la Maîtrise d'Ouvrage pour la construction du groupe scolaire sont les suivantes :

ELEMENTS DE MISSION	DESIGNATION
<b>Missions de base</b>	
ESQ/AVP/PRO/ACT/SYN/VISA/DET/AOR	
<b>Missions Complémentaires</b>	
CSSI	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

## 2.4 Contrôle technique Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

Interlocuteur :

Monsieur Guillaume MARCH  
SAS SHIKI INGENIERIE  
2D rue Paul Valéry – Immeuble le Restinclia  
34160 RESTINCLIERES  
Email : [g.march@shiki-ingenierie.com](mailto:g.march@shiki-ingenierie.com)

## 2.5 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par : **QUALICONSLT**

Interlocuteur :

Monsieur Stephan ALONSO  
Parc Club du Millénaire  
1025 Rue Henri Becquerel  
34000 MONTPELLIER  
Tél : 04.67.13.80.50  
Email : [montpellier.qc@qualiconsult.fr](mailto:montpellier.qc@qualiconsult.fr) / [stephan.alonso@qualiconsult.fr](mailto:stephan.alonso@qualiconsult.fr)

Les missions confiées par le pouvoir adjudicateur au contrôleur technique sont les suivantes :

LP, SEI, F, HAND, AV, PHe, HYSa, PV, PS, Th, Att HAND, CONSUEL.

## 2.6 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I est assurée par : **SUD EST PREVENTION**

Interlocuteur :

Monsieur Philippe PELUD  
8 Rue Jean Monnet  
34830 CLAPIERS  
Tél : 04 48 18 34 30  
Email : [p.pelud@sudestprevention.com](mailto:p.pelud@sudestprevention.com)

## 3 MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1, L2124-2, R2124-2, R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

## 4 TYPE ET FORME DE CONTRAT

Il s'agit d'un marché public de travaux.

## 5 DUREE DU MARCHÉ OU DELAIS D'EXECUTION

La durée d'exécution des travaux est **19,5 mois**, comprenant :

- 2 mois de période de préparation
- 17,5 mois de travaux

La date prévisionnelle de début des prestations est septembre 2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des travaux est juin 2027.

## 6 ALLOTISSEMENT ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONSULTATION

Les travaux de l'opération sont allotés en 16 lots distincts comme suit :

Lots	Désignation
<b>01</b>	<b>VOIRIE RESEAUX DIVERS - PLATEFORME</b>
<b>02</b>	<b>FONDATION – GROS ŒUVRE – DALLAGE</b>
<b>03</b>	<b>FOB – OUVRAGES BOIS</b>
<b>04</b>	<b>ETANCHEITE</b>
05	HABILLAGE PIERRE
<b>06</b>	<b>MENUISERIES EXTERIEURES</b>
07	SERRURERIE
<b>08</b>	<b>CLOISONS – FAUX PLAFONDS - DOUBLAGE</b>
09	MENUISERIES INTERIEURES
10	CARRELAGE FAIENCE
11	PEINTURE – SOLS SOUPLES
<b>12</b>	<b>GENIE CLIMATIQUE - PLOMBERIE - CVC</b>
<b>13</b>	<b>CFO CFA SSI</b>
14	EQUIPEMENTS DE RESTAURATION ET CLOISONNEMENTS ISOTHERMES
15	ASCENSEUR
16	ESPACES VERTS

Il est entendu que seuls les lots en gras ci-dessus relèvent de la présente consultation.

Les autres lots, notamment parce qu'ils peuvent être qualifiés de « petits lots » au sens de la réglementation des marchés publics (cf. art. R2123-1 2° du Code de la commande publique), feront l'objet d'une procédure de consultation distincte en procédure adaptée.

S'agissant des lots relevant de la présente consultation, les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un, plusieurs lots voire la totalité desdits lots. Chaque lot fait l'objet d'une analyse distincte et les offres variables sont interdites conformément à l'article L2151-1 al. 1 du Code de la commande publique.

## 7 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 7.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des plis.

### 7.2 Forme juridique du groupement

Le marché est conclu :

- soit avec une entreprise unique,
- soit avec un groupement d'entreprises.

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences des articles R2142-19 et suivants du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement :

- soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter les travaux qui sont susceptibles de lui être attribuées ;
- soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, l'un des membres doit être désigné comme mandataire et ce mandataire doit être solidaire de l'ensemble des autres membres du groupement.

Par ailleurs, le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut, pour un même lot, présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements pour le marché.

### 7.3 Sous-traitance

---

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra mentionner tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les travaux (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En application de l'article R2193-1 du Code de la commande publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des travaux sous-traités ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci pourra le faire au moyen du formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance établi par la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances (version du 12/10/2023 applicable depuis le 01/01/2024) et accessible via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### 7.4 Options

---

#### 7.4.1 Reconduction

Le marché objet de la présente consultation et chacun de ses lots ne sont pas reconductibles.

#### 7.4.2 Travaux similaires

Dans les conditions fixées par l'article R2122-7 du Code de la commande publique, les parties pourront conclure un marché portant sur la réalisation de travaux similaires à ceux objet du présent marché.

### 7.5 Variantes

---

En application des dispositions de l'article R2151-8 1° du Code de la commande publique, les variantes sont interdites et le candidat est tenu de présenter une offre apportant une réponse conforme aux documents de la consultation.

## 7.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

---

Lot concerné : 12 CVC PLOMBERIE

Prestation concernée : article 5 : Batterie change-over CTA

## 7.7 Visite de site

---

**Pour les lots suivants, la visite de site est obligatoire :**

**LOT 1 / LOT 2 / LOT 3**

L'organisation et la participation à une session de visite devront être demandées par mail aux adresses suivantes :

- [dst@ville-baillargues.fr](mailto:dst@ville-baillargues.fr)
- [marchés-publics@ville-baillargues.fr](mailto:marchés-publics@ville-baillargues.fr)

L'attestation de visite sera remise le jour même à l'entreprise. Cette attestation dûment remplie et signée devra être jointe à l'offre, à défaut l'offre sera déclarée irrégulière et rejetée.

## 7.8 Compléments à apporter aux pièces du Dossier de consultation des entreprises

---

Sauf indication expresse du Maître d'Ouvrage, le candidat n'est pas autorisé à modifier les pièces du DCE qui lui sont remises dans le cadre de la présente procédure. S'agissant tout particulièrement de l'Acte d'Engagement et des pièces financières, les candidats doivent compléter les parties réservées à cet effet sans jamais modifier la structure même desdites pièces (notamment, ajout ou retrait de lignes, de colonnes, de mentions particulières).

Le candidat peut néanmoins attirer l'attention du Pouvoir Adjudicateur sur toute disposition qui lui paraît devoir être signalée, sous forme de questions conformément à l'article 15 ci-après.

## 7.9 Confidentialité

---

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété du Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

# 8 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

---

## 8.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

---

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend l'ensemble des pièces répertoriées ci-dessous.

### **01 – Le Règlement de la consultation comportant :**

- annexe 1 : cadre de présentation des candidatures
- annexe 2.1 : cadre de présentation des qualifications
- annexe 2.2 : cadre de présentation des références équivalentes
- annexe 3 : cadre de présentation du mémoire technique

### **02 - Les pièces contractuelles marché comportant :**

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et ses annexes
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Pièces graphiques (*En cas de contradiction entre ces documents, ceux dressés à la plus grande échelle primeront, étant entendu que les documents techniques n'ont de valeur que pour les indications techniques qu'ils comportent, et non pour les indications architecturales pour lesquelles il existe des documents spécifiques*)
- Plan Général de Coordination (PGC)
- Calendrier prévisionnel d'exécution
- Charte Chantier Vert



- Mémoire technique (et son éventuelle annexe de fiches techniques), justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Les documents de la consultation sont disponibles sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Les formulaires administratifs relatifs aux marchés publics (DC1, DC2 DC4,...) et leurs notices explicatives sont gratuitement téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Les candidats peuvent également utiliser le DUME ou le eDUME disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

## 8.2 Modification de détail du dossier de consultation des entreprises

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de réception des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 9 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

### 9.1 Monnaie

---

La monnaie choisie pour cette consultation est **l'euro**. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés dans cette monnaie.

### 9.2 Langue

---

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en **langue française**, ainsi que les documents de présentation associés. Dans l'hypothèse où un candidat produit un document émanant d'une administration étrangère, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française dont le candidat atteste l'exactitude.

### 9.3 Documents à produire

---

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### 9.3.1 Dossier de candidature

Les candidats peuvent présenter un dossier unique de candidature pour l'ensemble des lots auxquels ils choisissent de répondre. En cas de candidatures à plusieurs lots, le candidat est ainsi autorisé à ne présenter qu'une fois les documents identiques. Lorsque les justificatifs diffèrent, il constitue néanmoins plusieurs dossiers ou complète distinctement les renseignements spécifiques à chaque lot (capacités financières, références, ...).

Le dossier de candidature comprendra l'ensemble des renseignements concernant la situation propre du candidat, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique visés à l'article R2143-3 du Code de la commande publique ainsi que les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité professionnelle, technique et financière minimale requise.

Les entreprises intéressées par la consultation doivent remettre un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses co-traitants modèle DC1 dernier modèle mis à jour en avril 2019** (disponible gratuitement sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) avec le descriptif du candidat : Nom, adresse, personne à contacter et responsable du dossier, n° de téléphone, n° de télécopie, adresse mél. Le DC1 doit préciser clairement si le candidat se présente seul ou en groupement.

En cas de candidatures groupées :

- Remplir une seule lettre de candidature pour le groupement, en précisant clairement le mandataire et les membres du groupement et la répartition des travaux et prestations associés.
- Préciser la nature du groupement (conjoint ou solidaire).

**B. La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement modèle DC2 dernier modèle mis à jour en avril 2019** (disponible gratuitement sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le candidat qui souhaite répondre à plusieurs lots doit remplir un DC2 pour chaque lot.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

Le candidat complète les rubriques F et G, relatives aux capacités, en renseignant les points suivants :

— **Au titre des capacités économiques et financières :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires spécifique aux travaux objets de chacun des lots auxquels le candidat répond, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cf. § 11.1.2 « Condition relative à la capacité économique et financière des candidats » ci-dessous) ;

— **Au titre des capacités professionnelles :**

- Les certificats de qualification professionnelle suivants ou tout autre document équivalent attestant des compétences en lien avec les travaux :

Lot n°	Intitulé	Qualification (si non précisé = QUALIBAT) ou références équivalentes
01	VOIRIE RESEAUX DIVERS - PLATEFORME	1322 – Assainissement autonome (Technicité confirmée) 1341 – Aménagement de chaussées et trottoirs
02	FONDATION – GROS ŒUVRE – DALLAGE	2113 – Maçonnerie et ouvrages en béton armé (Technicité supérieure) 2302 – Fourniture et pose de charpente traditionnelle en bois lamellé collé et structure en bois (technicité confirmée) 2412 – Constructions et structures métalliques (Technicité confirmée) 3212 – Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (Technicité confirmée) 3811 – Parois en bardages simples (Technicité courante)
03	FOB – OUVRAGES BOIS	Références équivalentes
04	ETANCHEITE	Références équivalentes
06	MENUISERIES EXTERIEURES	3522 – Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (Technicité confirmée) 3552 – Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois (Technicité confirmée)
08	CLOISONS – FAUX PLAFONDS - DOUBLAGE	4132 – Plaques de plâtre (Technicité confirmée) 6223 – Revêtements résilients (PVC, caoutchouc, linoléum et assimilés) (Technicité supérieure)
12	GENIE CLIMATIQUE – PLOMBERIE - CVC	Attestation de capacité Fluides Frigorigènes 5232 - Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000m² 5312 - Installation de VMC en habitat individuel, collectif et Tertiaire supérieur à 1000m², OU Qualifelec PAC 2 Qualifelec VEN2
13	CFO CFA SSI	Qualifelec CFMGTI3 Qualification : COURANTS FAIBLES MOYEN GROS TERTIAIRE INDUSTRIE (CFMGTI) Domaine(s) associé(s) : AV : Audio-Vidéo RC : Réseaux de Communications ST : Sécurité

		<p>SU : Sûreté GT : Gestion Technique 5511 : Installation de systèmes de Gestion Technique du Bâtiment (GTB)</p>
--	--	--

En cas d'absence des qualifications QUALIBAT ou autres listées ci-dessus, les candidats devront, au titre de chacune des qualifications manquantes ou des qualifications pour lesquelles seules des références sont attendues, démontrer leurs compétences en fournissant **trois références pertinentes de moins de 5 ans** correspondant à des travaux comparables (en cours ou achevés).

Ces références doivent indiquer, en utilisant le tableau en annexe 2 du présent RC : l'objet du marché, le montant du marché ainsi que la part affectée au candidat, l'effectif moyen mobilisé (en équivalent temps plein ou en volume horaire) et le nom du responsable des travaux, la date (période d'exécution de la mission) et le destinataire public ou privé ; en cas de groupement, le rôle du candidat (mandataire, co-traitant) ainsi que les missions effectuées par le candidat ; les travaux réalisés sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;

### C. Capacités d'opérateurs économiques tiers

- Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature au sens des articles R2142-3, R2143-11 et R2143-12 du Code de la commande publique, le candidat :
  - produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir Adjudicateur (à l'exception du formulaire DC1) y compris une déclaration indiquant que cet opérateur économique ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
  - apporte la preuve, par tout moyen approprié et notamment par la production d'une attestation, qu'il disposera bien des capacités des opérateurs sur lesquels il s'appuie pour l'exécution du marché.
- En cas de sous-traitance déclarée au moment de la candidature, le pli contiendra a minima une attestation dudit sous-traitant par laquelle celui-ci s'engage à apporter toutes ses compétences et moyens à la bonne réalisation du marché dans la limite des travaux et prestations associées qui lui seront confiés par le candidat ; à l'appui de son offre, le candidat fournira les déclarations de sous-traitance correspondantes établies selon le formulaire DC4.

### D. Dispositions particulières

- Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de ses capacités, l'un des renseignements ou documents demandés ci-dessus, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le Pouvoir Adjudicateur ;
- En cas de candidature incomplète, le Pouvoir Adjudicateur peut décider de demander à l'ensemble des candidats ayant déposé une candidature incomplète de la compléter dans les conditions de l'article R2144-2 du Code de la commande publique ;
- Les entreprises établies à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine accompagnés d'une traduction en langue française ;
- Le Pouvoir Adjudicateur accepte les candidatures présentées sous forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par règlement de la Commission européenne (cf. le service DUME : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdp%23block-system-main> et <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>), sous réserve que celui-ci comprenne l'ensemble des informations ci-dessus requises.

## 9.3.2 Dossier d'offre

Le dossier d'offre devra, pour chacun des lots auxquels le candidat répond, comprendre les pièces ci-dessous :

Libellés
<b>L'acte d'engagement (AE) (et son annexe 1 le cas échéant) par lot</b>

### La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par lot

**Nota :** La DPGF devra être remise au format PDF et au format source Excel.

Tous les prix d'unité devront impérativement être renseignés et valorisés dans la DPGF suivant le cadre imposé. Les candidats devront effectuer toutes les vérifications des informations portées à connaissance sur ce document.

*En aucun cas, le cadre imposé de la DPGF ne doit être modifié (suppression ou ajout d'articles) sous peine de rendre l'offre non conforme et d'entraîner son élimination.*

**Le mémoire technique reprenant l'ensemble des sous critères énoncés par lot et établi sur la base du cadre de mémoire fourni en annexe du RC**

**L'attestation de visite obligatoire (pour les lots 1,2 et 3)**

**Il conviendra de remettre un dossier d'offre distinct pour chacun des lots auxquels le candidat répond.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 10 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 10.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

- **En RAR** : Mairie de Baillargues – Service marchés publics- 14 juillet 34670 Baillargues
- **Par dépôt contre récépissé** : Mairie de Baillargues – Service marchés publics- 14 juillet 34670 Baillargues

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres est préconisée (signature électronique ou scan de l'AE signé)

La signature sera obligatoire pour l'attributaire du marché. Celle-ci pourra prendre la forme d'une signature électronique ou l'offre électronique sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Dans le cas d'une signature électronique, elle devra être individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié ou une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 10.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 11 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

## 11.1 Sélection des candidatures

### 11.1.1 *Condition relative à la situation juridique des candidats au regard des conditions légales d'exclusion de la participation aux marchés publics*

Le Pouvoir Adjudicateur vérifie que la situation juridique du candidat ne le met pas en position d'interdiction de soumissionner (fourniture de l'attestation sur l'honneur figurant au DC1 ou au sein du DUME).

### 11.1.2 *Condition relative à la capacité économique et financière des candidats*

Pour chaque lot auquel ils entendent répondre, les candidats devront impérativement justifier que leur chiffre d'affaires annuel spécifique aux travaux objet des différents lots marché a toujours été au moins égal, au cours des 3 derniers exercices disponibles, à :

- pour le lot n°01, 200 000 € HT ;
- pour le lot n°02, 530 000 € HT ;
- pour le lot n°03, 155 000 € HT ;
- pour le lot n°04, 95 000 € HT ;
- pour le lot n°06, 115 000 € HT ;
- pour le lot n°08, 100 000 € HT ;
- pour le lot n°12, 300 000 € HT ;
- pour le lot n°13, 100 000 € HT ;

Dans l'hypothèse où un même candidat choisit de répondre à plusieurs lots, son chiffre d'affaires annuel au cours des 3 derniers exercices disponibles doit être supérieur à la somme des chiffres d'affaires minimums fixés ci-dessus et correspondant à ces mêmes lots.

### 11.1.3 *Niveaux minimums de capacité technique requis*

Les candidats devront nécessairement respecter les exigences décrites à l'article 9.3.1 s'agissant de la fourniture des certificats QUALIBAT / Autres qualifications hors QUALIBAT ou des références équivalentes en nombre suffisant.

### 11.1.4 *Candidats dont les offres pourront être examinés*

Au titre de chaque lot, l'ensemble des candidats qui respectent **les exigences minimales mentionnées ci-dessus** verront leurs offres être examinées et ce sans limite de nombre.

## 11.2 Jugement des offres

### 11.2.1 Recevabilité des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

### 11.2.2 Jugement des offres

Au titre de chaque lot, le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. L'offre globale est ainsi notée sur 100 points en fonction des critères exposés ci-après, ceux-ci étant applicables tant lors de l'analyse des offres initiales que lors de l'analyse des éventuelles offres finales.

Pour l'ensemble des lots, la pondération sera la suivante :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	60 points
2- Valeur technique appréciée suivant le mémoire technique remis par le candidat	40 points

#### • CRITÈRE 1 - PRIX DES PRESTATIONS

L'analyse du prix sera effectuée sur la base du montant total HT de la DPGF remise par le candidat à l'appui de son offre. La note maximale du critère sera attribuée au candidat ayant remis l'offre conforme la moins-disante. Les autres candidats obtiendront une note proportionnelle calculée selon la formule suivante :

**Note du candidat = 60 \* (Offre la moins disante/offre analysée)**

Conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### • CRITÈRE 2 – VALEUR TECHNIQUE

Elle sera appréciée de manière différenciée selon les lots comme suit :

**Nota : le nombre de pages maximum s'entend en caractère 12, police Times New Roman, recto.**

Critère 2	Sous-critère	Note	Coefficient de pondération
Valeur Technique des prestations	<b>Notation appliquée : 40 % au regard des éléments du mémoire technique détaillés ci-dessous :</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Description des moyens matériels et humains mis en œuvre, méthodologie pour le respect du planning et des principales cadences, programme d'exécution de ouvrages. Détailler le nombre d'équipes et les plages horaires de travail prévisionnel pour respecter le planning prévisionnel</li> <li>Le candidat précisera ses possibilités de débloquer, au besoin, des moyens supplémentaires(nombre</li> </ul>	20 points	50%
		4 points	10%

	d'équipes ou plages de travail étendues)		
	- Qualité et description des produits+ fiches techniques	12 points	30%
	- Moyens mis en œuvre pour le respect de l'environnement	2 points	5%
	- La méthodologie et les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité	2 points	5%
	<b>TOTAL CRITERE 2- note 2</b>	<b>40</b>	

La note « valeur technique » brute est la note technique globale attribuée à l'issue de l'analyse technique.

L'offre présentant la meilleure note « **valeur technique** » brute se verra attribuer la note maximale, soit 10 points. Les notes « valeur technique » des autres candidats seront calculées selon la formule :

**Note valeur technique finale = 40\* note valeur technique brute \* [nombre de points maximum valeur technique] / Meilleure note valeur technique.**

### 11.3 Erreur sur les prix

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs non décelées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans les pièces financières (DPGF), ces erreurs seraient rectifiées en fonction des autres pièces contractuelles du candidat (Acte d'Engagement, mémoire technique) directement par le Pouvoir Adjudicateur après confirmation du candidat. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à la correction de toute erreur manifeste et purement matérielle dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi.

### 11.4 Déclaration sans suite

Le Pouvoir Adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## 12 PRODUCTION DES PIECES PAR LES CANDIDATS AUXQUELS IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LES DIFFERENTS LOTS DU MARCHÉ

Au titre de chaque lot, le candidat dont l'offre a été retenue a été retenue devra produire les certificats et attestations prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique.

A ce titre, le Pouvoir Adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations figurant dans la candidature :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-1 du Code de la commande publique et aux 1° et 3° de l'article L2141-4 du même Code ;
- les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail ;
- une copie du jugement en cas de redressement judiciaire.

Par ailleurs, le candidat concerné devra, en application des dispositions de l'article L. 2312-27 du Code du travail et s'il dispose d'un effectif supérieur à 50 salariés, fournir le procès-verbal de la réunion du Comité Social et Economique (CSE) au cours de laquelle ont été examinés, d'une part, le rapport annuel faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail dans l'entreprise et des actions menées au cours de l'année écoulée dans ces domaines et, d'autre part, le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.



## 13 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

### 13.1 Renseignements

---

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.montpellier3m.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome&goto=>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

**Par conséquent, les candidats recevront les courriels à l'adresse mail renseignée sur le profil d'acheteur pour toute correspondance en cours de consultation ainsi que pour tous les échanges au cours de la procédure et, le cas échéant, lors de l'exécution du marché.**

### 13.2 Obligations de vigilance

---

Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse électronique durable, redirection automatique, utilisation d'anti-spam...) et doit s'assurer que les messages envoyés par le portail du profil acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

De manière générale, il incombe à tous les candidats une obligation de vigilance consistant en particulier à prendre connaissance de l'ensemble des messages qui seraient envoyés quels que soient les moyens de communication utilisés et de veiller à répondre dans les formes et délais impartis. Les candidats ont également l'obligation de faire clarifier toute erreur matérielle, contrariété d'information ou toute ambiguïté qu'ils constatent dans les documents de la consultation en adressant leurs questions via le profil acheteur ou, à défaut, en s'adressant à la personne désignée dans le règlement de la consultation à cet effet.

### 13.3 Données à caractère personnel

---

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :** Les opérateurs économiques sont avisés que les informations collectées dans le cadre de la présente consultation, susceptibles de contenir des données à caractère personnel (notamment : nom, prénom, fonction et coordonnées professionnelles de représentants des candidats ou de personnes pressenties pour l'exécution des prestations), sont exploitées à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi, de traçabilité et d'archivage de la procédure et de ses documents. Les coordonnées peuvent également être utilisées par la ville de Baillargues à des fins de sourçage (dans la limite de la réglementation). Les informations concernant l'attributaire seront également exploitées dans le cadre de l'exécution du marché public à naître aux fins de permettre un bon déroulement des prestations objet du marché.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent RC, puis, si nécessaire auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne sont jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

## 14 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

---

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier :



Par l'application Télérecours accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) , les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.